

Projet de résolution politique présenté par la plate-forme 5

4 septembre 2003

Présentation

Après le mouvement de mai-juin 2003, il y a dans le pays une nouvelle situation politique. Beaucoup de ses éléments étaient déjà présents dans le « séisme politique » du 21 avril 2002, mais leur traduction et leur développement sur le terrain de la lutte de classes ont modifié globalement les coordonnées sociales et politiques. Le mouvement des intermittents du spectacle, le rassemblement Larzac 2003 puis la « crise de la canicule », ont confirmé en plein été la réalité de ce tournant.

Le 23 juillet, une réécriture partielle du projet de thèses politiques initialement adopté début mai par la majorité du comité central, a été communiquée à une réunion de la « commission des thèses » à laquelle des représentants de notre plate-forme ont participé. Or, à notre avis, cette réécriture ne prend pas la mesure des changements.

Ainsi, au niveau de l'analyse, la différence qualitative entre la situation en novembre-décembre 1995, lorsque les partis de la gauche plurielle représentaient encore un espoir pour les grévistes et pour le monde du travail, et celle de mai-juin 2003, marquée par le discrédit et le rejet croissants de ces appareils, est ignorée ou gommée. Le processus en cours de recherche d'une alternative politique, ses aspects pour partie anticapitalistes, la force de l'auto-organisation dont tout indique que des structures (interpros, comités de résistance) vont perdurer, sont dilués ou absents.

Dans la partie consacrée aux tâches, on ne trouve rien sur l'orientation à suivre vis-à-vis des regroupements interprofessionnels. Autre conséquence du mouvement de mai-juin et de la nouvelle situation qu'il a ouverte, le point des thèses consacré au mouvement altermondialiste est devenu clairement inapproprié : la présentation lénifiante qui y est faite ne permet pas de répondre à l'offensive lancée contre notre organisation et, au-delà, contre des comités de base que la direction néoréformiste d'Attac va tenter de museler, ni de nous orienter correctement en vue du FSE de Saint-Denis. Quant aux parties concernant les syndicats et la nouvelle force politique, elles restent assez floues pour autoriser des « lectures » différentes dont toutes sont loin d'être justes.

De plus, les thèses ne se prononcent pas sur les deux points qui, après mai-juin, sont venus au centre du débat dans la LCR et sa périphérie : l'ébauche de front antilibéral constitué concrètement à travers « l'appel Ramulaud » (avec le soutien d'un secteur de l'organisation, organisé dans la plate-forme D mais aussi à l'intérieur de la plate-forme A) ; la place dans notre orientation politique générale de l'alliance électorale avec Lutte Ouvrière dont la conclusion semble possible.

Plus généralement, il est difficilement compréhensible que la politique électorale, qui depuis quelques années a pris une importance très grande dans l'activité de l'organisation, soit complètement absente de ces thèses, n'y fasse même pas l'objet d'une présentation générale (quitte à en préciser les contenus dans une motion spécifique) alors même que nous entrons en année électorale. Tout cela contribue à relativiser l'avancée apparaissant à la fin du texte à travers l'auto-amendement sur la nouvelle force politique : quelle bataille pour quelle nouvelle force sans une position – et une position claire – face à Ramulaud et à LO ?

Le texte qui nous est proposé apparaît ainsi déphasé par rapport à la réalité et à ses enjeux. Sa structure même, parce qu'elle ne correspond plus à la situation après mai-juin, rend un éventuel travail d'amendement problématique et difficilement « lisible ». Un seul exemple : pour analyser le mouvement de mai-juin et ses conséquences comme nous pensons qu'ils devraient l'être, il nous faudrait amender sept ou huit parties différentes du projet de thèses... Les réunions de la commission

des thèses prévues durant le mois d'août ayant de plus été annulées, ce qui empêchait toute élaboration commune hors du cadre du BP (où notre plate-forme n'est pas représentée), la clarté du débat nécessitait que nous écrivions et présentions ce projet de résolution politique.

Celui-ci est centré sur les questions d'analyse et d'orientation qui nous paraissent essentielles et/ou non encore résolues de manière satisfaisante. Il ne traite pas en détail d'une série de questions (par exemple : l'Union européenne, le combat écologiste, le combat féministe...) ayant fait lors de congrès récents (congrès de la LCR ou congrès mondial) l'objet de résolutions dont les contenus demeurent valides et sur lesquels il n'y a donc pas besoin de revenir.

Le fait de présenter ce texte ne signifie pas que nous considérerions les différentes positions comme étant désormais « figées » jusqu'au congrès. Au contraire, des évolutions ont lieu et des convergences semblent possibles. Ainsi, même si elle ne nous paraît pas totalement satisfaisante, la nouvelle réécriture majoritaire du point 9.9 sur les initiatives à prendre vers une nouvelle force politique, communiquée fin août à l'issue du stage du BP, va néanmoins dans la bonne direction. Quant au projet de motion électorale soumis au CC des 6 et 7 septembre, il nous semble globalement juste.

Il reste deux mois de débat d'ici au congrès et nous poursuivrons les efforts afin d'aider à définir une orientation susceptible selon nous « d'armer » correctement la Ligue pour les deux années à venir – ou du moins de s'en rapprocher autant que possible –, en particulier sur les différents aspects soulignés dans le cadre de cette présentation.

1) Offensive capitaliste-impérialiste et résistances : la France dans le contexte international

1.1. Mondialisation et offensive capitaliste

Nouvelle phase d'internationalisation et de financiarisation capitaliste et impérialiste, la "mondialisation" a donné lieu à une emprise qualitativement accrue, sur l'économie mondiale, du capital financier le plus concentré. Son segment dominant estime que les rapports de forces sont tels qu'ils lui permettent non seulement de refuser toute concession un minimum significative et durable, mais aussi de détruire l'essentiel des acquis arrachés par les travailleurs et les peuples pendant la période précédente. Et il impose cette orientation à l'ensemble des bourgeoisies, même lorsque leur situation, plus précaire, ne leur permet pas de la mettre en oeuvre sans graves difficultés.

C'est aussi ce qui explique le phénomène du "social-libéralisme". Résister à l'offensive néolibérale implique en effet de s'attaquer au coeur des mécanismes du système capitaliste tel qu'ils existent aujourd'hui, ce dont il ne peut être question pour des "réformistes" n'envisageant leur action que dans les limites de ce système. C'est la raison de fond pour laquelle toutes les formations et coalitions "de gauche" – de Jospin hier en France à Lula aujourd'hui au Brésil, sans oublier Blair, Schröder, l'Olivier en Italie, Gutierrez en Equateur... - qui accèdent au gouvernement sur la base d'un programme réformiste de collaboration de classes, finissent par se rallier non seulement aux intérêts patronaux mais à une politique néolibérale orthodoxe. L'offensive néolibérale a ainsi sapé les bases de l'ancien réformisme. Le nationalisme anti-"oligarchique" et partiellement anti-impérialiste (mais nullement anticapitaliste) de Chavez au Venezuela représente à cette étape une exception mondiale.

La violence des attaques capitalistes a d'abord pris de court un mouvement ouvrier habitué à la négociation de concessions partielles dans le cadre des "Etats providence" mis en place dans la période des "Trente Glorieuses" (1945-74). D'autant que ces attaques ont souvent été mises en application par des gouvernements se réclamant des intérêts des salariés (gouvernements de Mitterrand en 1981-86 et 1988-93, puis Jospin en 1997-2002). Le mouvement ouvrier a été largement

déstructuré. Des “ bastions ” de son organisation et de ses luttes (mines, sidérurgie, etc.) ont disparu en totalité ou en partie, des garanties sociales ont été mises en pièces, la précarité s’est étendue, la solidarité et le sentiment d’appartenance de classe ont reculé. Dans le même temps, les vieilles organisations politiques et syndicales, dont l’utilité pratique devenait de moins en moins évidente, ont été frappées de discrédit et de désaffection, sans être remplacées par de nouveaux outils sauf de façon embryonnaire. En France, le FN s’est nourri de cette crise sociale et politique générale.

1.2. Instabilité générale, politique de guerre, concurrence inter-impérialiste

La désorientation des travailleurs a été aggravée qualitativement par les conditions de la chute des Etats bureaucratiques en ex-URSS et à l’Est de l’Europe, qui étaient faussement considérés “ socialistes ” En effet, contrairement à ce que la plupart des trotskystes espérait, la crise de ces pays et l’effondrement du stalinisme n’ont pas donné lieu à un processus de “ révolution politique ”, mais débouché sur une restauration capitaliste qui, si elle reste très chaotique, n’a pour l’instant pas rencontré d’obstacles majeurs.

La fin de l’ancien système mondial de domination, organisé autour de l’affrontement entre l’impérialisme et le stalinisme mais en même temps de leur collaboration contre les processus révolutionnaires, a provoqué une situation d’instabilité générale. Les Etats-Unis, puissance dont la domination est devenue absolue au niveau économique et militaire, tentent d’y remédier par une politique d’une agressivité sans précédent. La théorie de la “ guerre sans fin ” et sa mise en application en Afghanistan, en Irak et ailleurs, est le corollaire de la politique économique et commerciale que l’impérialisme US tente d’imposer à travers l’OMC, le FMI et d’autres institutions internationales, afin d’affirmer son hégémonie sans partage. Cette politique provoque cependant tout type de réactions et résistances, certaines très progressistes (mouvements altermondialiste et anti-guerre), d’autres totalement réactionnaires (intégrisme islamique, attentats du 11 septembre).

Les contradictions inter-impérialistes se développent également, comme en ont témoigné la prise de position hostile à la guerre en Irak des gouvernements Chirac et Schröder, et la crise qui en a résulté à l’ONU. Toutefois, la financiarisation de l’économie mondiale et l’interpénétration qui en résulte entre les différents intérêts capitalistes nationaux, sous hégémonie des Etats-Unis, donnent à la guerre impérialiste au début du 21^e siècle un caractère très différent de celui qu’elle avait jusqu’en 1945. La guerre est en effet repoussée à la périphérie : d’une part, elle prend la forme d’une résurgence moderne de la politique de la canonnière (guerres d’Afghanistan, d’Irak, etc., mais aussi interventions françaises en Afrique) ; d’autre part, lorsque les affrontements armés expriment la concurrence inter-impérialiste, ils opposent entre eux les peuples des pays pauvres instrumentalisés par les puissances impérialistes, parfois au prix de véritables génocides (Rwanda notamment, et dans une certaine mesure ex-Yougoslavie).

L’Union européenne est un instrument essentiel des impérialismes européens, notamment de la bourgeoisie française. Sa fonction est double. D’un côté, il leur sert à mieux imposer à leurs classes ouvrières l’agenda néolibéral et tous les reculs sociaux qui en découlent. De l’autre, il leur permet de mettre en avant des intérêts communs face aux autres blocs impérialistes, fondamentalement l’impérialisme US même s’ils ne contestent pas sa domination et son rôle central. L’euro et le processus de construction d’un “ proto-Etat ” européen sont au service de cette politique. En harmonisant et en tendant à unifier les politiques capitalistes, la “ construction de l’Europe ” peut favoriser le développement de mobilisations ainsi que d’une conscience communes des exploités et des opprimés des différents pays. Les mouvements altermondialiste et anti-guerre expriment aujourd’hui un tel processus et ses potentialités. Toutefois, les classes ouvrières d’Europe restent très en retard par rapport aux capitalistes, puisque malgré les efforts méritoires de structures syndicales combatives, elles ne sont encore organisées et ne se mobilisent, pour l’essentiel, que dans leurs cadres nationaux respectifs.

1.3. Le renouveau des luttes et des idéaux d'émancipation

Au-delà de ses effets les plus immédiats, dont les classes dominantes ont tiré profit (impact de la campagne sur " la mort du socialisme " et l'absence de toute alternative au capitalisme) pour accentuer leurs attaques, la disparition du stalinisme a une importance historique éminemment progressiste : elle a libéré le mouvement ouvrier de la chape de plomb bureaucratique qui l'avait étouffé pendant la plus grande partie du siècle écoulé, en dévoyant ses luttes et ses révolutions. Mais la fin du stalinisme s'est aussi accompagnée d'un autre changement historique : l'adaptation totale au capitalisme néolibéral de la social-démocratie et, plus généralement, de toutes les anciennes directions du mouvement ouvrier et populaire. Ces deux phénomènes permettent d'envisager une reconstruction du mouvement ouvrier sur de nouvelles bases émancipatrices, dès le moment où les travailleurs et les opprimés entrent en lutte contre le capitalisme. Or, même si l'on n'est encore que dans une phase de résistance, la lutte de classes a très vite fait valoir à nouveau ses droits. Novembre-décembre 95 puis mai-juin 2003 en France, les semi-insurrections populaires dans plusieurs pays d'Amérique Latine, le tournant de Seattle en 1999 et le développement du nouveau mouvement altermondialiste, la mobilisation internationale sans précédent contre la deuxième guerre d'Irak, d'autres luttes et mobilisations dans divers pays sont le terreau du renouveau de la contestation anti-système et des idéaux d'émancipation.

Dans ce cadre général, la situation française présente une particularité relative : contrairement à d'autres pays, l'idéologie néolibérale n'a jamais conquis la société, et des acquis importants ont été encore préservés. Des résistances n'ont cessé de s'exprimer, donnant lieu à des luttes parfois explosives. Ainsi, en plein déploiement de l'offensive néolibérale, l'hiver 1986-87 a été marqué par une très forte grève générale étudiante puis par la grande grève des cheminots avec ses coordinations échappant au contrôle des bureaucraties syndicales. Il y a eu ensuite la lutte des infirmières, plusieurs fortes mobilisations enseignantes, le mouvement des lycéens qui obtenait le retrait du " SMIC jeunes " de Balladur, la grande mobilisation laïque à propos de la loi Falloux (également victorieuse), sans oublier d'importantes grèves ouvrières (par exemple à la SNECMA et à Air France), jusqu'au mouvement de novembre-décembre 95, lui aussi partiellement victorieux. Une conséquence de cette résistance a été l'instabilité gouvernementale : depuis 1981, aucun gouvernement en place n'a remporté les élections législatives. Ce facteur a freiné le rythme des attaques capitalistes.

Toutefois, la plupart de ces luttes avaient été menées sous des gouvernements de droite (1986-88 et 1993-97). Les cinq années de gouvernement Jospin ont, de ce point de vue, marqué un tournant. Le mouvement des enseignants de 1998-99, qui a imposé le retrait du projet de réforme éducative de la gauche plurielle et le renvoi du ministre Allègre, annonçait la rupture politique à gauche d'un large secteur du salariat mise en évidence le 21 avril 2002, dans le premier tour de l'élection présidentielle.

2) Après le 21 avril et le mouvement de mai-juin, une nouvelle situation politique

2.1. Le " séisme politique " du 21 avril 2002

Chute vertigineuse de la gauche capitaliste et, dans ce cadre, effondrement du PCF ; très faible niveau d'adhésion à la droite traditionnelle, elle aussi en fort recul ; important niveau d'abstention ; percée notable de l'extrême gauche qui aurait constitué le grand événement politique du scrutin si Le Pen n'avait pas devancé Jospin de quelques dizaines de milliers de voix : les résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 ont exprimé le rejet des politiques menées depuis plus de 20 ans par tous les gouvernements, tout comme le fait que malgré de réels facteurs de pourrissement et les dangers qui en résultent (illustrés par l'importance du vote Front National), la classe des travailleurs restait disponible pour la lutte et aspirait à une alternative politique progressiste.

La qualification pour le 2° tour de Le Pen, conformément aux règles électorales et à la logique

institutionnelle fort peu démocratiques de la V^e République, a suscité une émotion de masse légitime. La gauche capitaliste principalement, mais aussi la droite l'ont alors instrumentalisée pour monter une opération d' " union nationale en défense de la démocratie et de la République " Les grandes manifestations antifascistes de l'entre-deux tours ont cependant eu un caractère politique contradictoire, dans une large mesure progressiste, comme le mettaient en évidence les dénonciations des responsabilités de la gauche plurielle et l'absence de réel soutien (autre que résigné et par défaut : " votez escroc, pas facho ") à l'opération d'union nationale autour du vote Chirac. Le résultat écrasant du 5 mai en faveur de Chirac (82 %), puis la large victoire de la droite dans les législatives, n'ont donc pas pris le pas sur le sens du premier tour de la présidentielle. Même provisoirement masqués, les rapports sociaux et politiques exprimés le 21 avril subsistaient.

Le 2^e tour de l'élection présidentielle a eu pour conséquence d'occulter la portée des 3 millions de voix obtenues par les candidats d'extrême gauche (soit le double du résultat d'Arlette Laguiller, seule représentante de l'extrême gauche en 1995). Le mouvement de mai-juin a cependant fait la démonstration que ces 10 % n'étaient pas un accident, un phénomène " seulement électoral " ou un " vote de protestation " vide de sens. La montée électorale de l'extrême gauche depuis 1995 correspond à un mouvement de fond de la conscience de masse : refus de l'extension de la marchandisation capitaliste dans tous les domaines de la vie, refus de la remise en cause du système de protection sociale, perte de confiance totale envers le PCF et le PS en tant que représentants d'une espérance de société alternative, résurgence d'une contestation du système capitaliste.

2.2. Le mouvement de mai-juin 2003

Nous venons de participer à la plus grande mobilisation des salariés en France depuis Mai 68 ; plus forte que novembre-décembre 1995, avec une implication plus importante des salariés du privé, et des processus de quasi " grève générale régionale " comme à Marseille et Clermont-Ferrand. Le mouvement de mai-juin 2003 n'a pas été simplement une " nouvelle mobilisation antilibérale " plus forte qu'en 1995. Il a marqué un point d'inflexion qualitatif, une véritable rupture, parce qu'il a traduit dans la lutte de classes les rapports sociaux et politiques exprimés au niveau électoral le 21 avril 2002.

En 1995, les partis de la gauche capitaliste apparaissaient encore susceptibles de porter une politique différente, plus favorable aux salariés et aux opprimés et, malgré quelques tiraillements, le PS avait condamné le plan Juppé. En 2003, après l'effondrement de la gauche plurielle, il n'y a plus de semblant d'alternative, plus d'alternance crédible à " gauche " Le social-libéralisme du PS est largement rejeté, tandis que le PCF fait rire et que les Verts ne suscitent qu'indifférence.

En 1995, le " front du refus " constitué par la CGT, FO et la FSU avait cherché à développer le mouvement tout en le maintenant sur un terrain strictement revendicatif, l'alternative politique relevant des partis de gauche dans le respect des échéances électorales. En 2003, ces directions syndicales ont tout fait pour brider la mobilisation afin d'éviter l'ouverture d'une crise politique qui n'avait pas d'issue institutionnelle ; elles portent une responsabilité écrasante dans l'adoption de la loi contre les retraites.

La CFDT a assumé son rôle de syndicat jaune, sauvant la mise au gouvernement en apportant sa signature au plus fort de la mobilisation, mais cela ne doit pas conduire à relativiser la responsabilité des autres directions (CGT, FO, FSU, UNSA), même si naturellement nous ne tirons pas un trait d'égalité. Elles ont mis en place une véritable stratégie de l'échec. Toutes ont accepté dès le départ le jeu de la " concertation ", toutes ont repris le refrain de la " réforme indispensable ", jusqu'à la comédie finale de la pétition nationale pour " exiger de véritables négociations " en abandonnant au passage les revendications des grévistes.

La place centrale a été occupée dans ce dispositif par Thibault et l'appareil confédéral de la CGT, qui

se sont clairement opposés à la grève générale, renvoyant à chaque fois à un prochain “ temps fort ”, espérant épuiser et démoraliser les secteurs qui reconduisaient la grève depuis plusieurs semaines. Mais malgré un discours plus radical, les autres directions syndicales n'ont guère fait mieux. Ainsi, Blondel n'a reconnu la nécessité d'une grève générale qu'au moment où le mouvement se terminait, après s'y être opposé lorsqu'il était en pleine ascension. Quant à la direction majoritaire de la FSU, on ne peut oublier son empressement à présenter comme une grande victoire un recul gouvernemental très partiel et à se féliciter de la soi-disant volonté de dialogue de Sarkozy, alors même que la manœuvre du gouvernement visait à mieux faire passer l'essentiel des attaques, ni ses prises de position enjoignant les enseignants en grève à faire passer le bac. Les salariés n'ont eu à leur côté que des structures syndicales minoritaires ou isolées au sein de leur organisation : les SUD, la CNT, des équipes syndicales et des syndicats au sein des différentes confédérations et de la FSU, ont œuvré à la généralisation de la grève. De ce fait, à la différence de 1995, les directions de la CGT et de la FSU ne sortent pas renforcées du mouvement, les interrogations et les contestations sont multiples.

Le mouvement de mai-juin a été marqué par la force de l'auto-organisation chez les enseignants - fer de lance de la lutte - ainsi qu'à travers les assemblées et coordinations interprofessionnelles, qui ont débouché sur des expériences de centralisation au niveau local et régional, à un niveau largement supérieur à celui de 1995. La conscience était largement répandue que le combat engagé est un combat global, que ce qui est en jeu est un choix de société ; que la gauche ex-plurielle avait préparé le terrain à la droite et continue pour l'essentiel de se situer dans la même logique politique ; qu'une alternative politique et de société est donc à construire en dehors de ses partis.

La seule opposition de gauche au gouvernement est celle des grévistes, des manifestants, des altermondialistes, des participants au rassemblement Larzac 2003 (où le démontage très symbolique du stand du PS n'a suscité aucune protestation populaire !), avec l'extrême gauche (LCR, LO, PT) et les courants anarchistes qui ont été en mai et juin les seules forces politiques organisées à intervenir pour développer la mobilisation. Cette confirmation sur le terrain de la lutte des classes de ce qui s'était manifesté lors du premier tour des présidentielles inquiète d'ailleurs fortement la bourgeoisie qui déplore qu'il n'y ait rien entre le gouvernement et les trotskystes.

2.3. La nouvelle situation politique

Mai-juin 2003 a été tout sauf une explosion sans lendemain. Le mouvement laisse une trace profonde au niveau de la conscience (renforcement de l'opposition au néolibéralisme et en son sein d'une composante anticapitaliste large), de la mobilisation (comme la lutte des intermittents du spectacle et le rassemblement Larzac 2003 l'ont immédiatement traduit) ainsi que de l'organisation (interpros de quartiers et de villes, comités de résistance et autres regroupements militants qui se maintiennent sur des bases radicales, pour poursuivre la lutte et en commençant à débattre du problème de l'alternative politique).

Concomitamment, à la différence de l'après novembre-décembre 1995, les partis de la gauche capitaliste ne sortent nullement renforcés du mouvement. Au près d'un large secteur des grévistes, ils sont même encore plus rejetés après qu'avant. L'espace politique pour une nouvelle force anticapitaliste s'en trouve confirmé et élargi.

Le sentiment majoritaire parmi les grévistes et les manifestants est que le gouvernement a remporté une bataille mais n'a pas gagné la guerre. La “ victoire ” de Chirac-Raffarin doit être mesurée à cette aune. Certes, de nouveaux coups ont été portés, confortant dans un secteur de la classe ouvrière un sentiment de résignation face à ce qui semble un rouleau compresseur impossible à arrêter. Mais ce n'est pas la tendance dominante à l'issue de ce conflit. Les grévistes ont été soutenus par la majorité de la population, et par une très large majorité des salariés du privé comme du public ; et aujourd'hui, après son adoption par le parlement, la contre-réforme des retraites est toujours aussi rejetée dans le

pays. La volonté de lutte, loin d'être entamée, a été renforcée. Elle s'est d'ailleurs exprimée spectaculairement en plein été. Le gouvernement et le patronat sortent de cette épreuve de force plus faibles qu'avant afin de poursuivre l'application de leurs plans, tandis que le mouvement ouvrier et populaire en ressort plus fort pour préparer les batailles futures.

Bien que détenant pour plusieurs années tous les leviers de pouvoir, à un niveau jamais vu depuis la présidence de Giscard d'Estaing, la droite n'est pas toute puissante. Sa politique oscille entre ce qu'elle veut et ce qu'elle peut faire. Elle veut, il lui faut mettre en œuvre des mesures agressives afin de défendre les taux de profit, ainsi que pour satisfaire son électorat traditionnel et réduire l'influence électorale du FN. Mais elle est contrainte à des temporisations et des reculs partiels par un " mouvement social " combatif et ascendant. Après le report du projet sur l'autonomie des universités (dont il n'est pas certain qu'il revienne sur la table à court terme), après l'exclusion des mesures de décentralisation de certaines catégories de personnels non enseignants, Raffarin a annoncé le 24 juillet une pause ou un ralentissement dans son plan de contre-réformes, en insistant sur sa volonté de " concertation ", dans un quasi appel au secours adressé à Thibault et à Blondel. La privatisation d'EDF et de GDF, la " grande réforme " de la sécurité sociale, toutes deux prévues pour l'automne 2003, seraient ainsi différées. C'est une conséquence directe du mouvement de mai-juin.

Cela ne signifie évidemment pas que le gouvernement renoncerait aux plans que le Medef lui a donné mandat d'appliquer dans la continuité de la politique de tous les gouvernements précédents, ces mêmes plans que toutes les bourgeoisies développent partout à l'échelle mondiale. La conjoncture économique récessive, dont personne ne voit aujourd'hui le bout, réduit par ailleurs ses marges de manœuvre de façon drastique. Le patronat continue de licencier à tour de bras, les déficits publics se creusent, les critères de Maastricht sont bafoués. Dans ces conditions, la perspective à court et moyen terme est celle d'un développement de la polarisation sociale, des luttes et donc de la radicalisation à gauche. Mais cela signifie aussi que les facteurs les plus profonds qui ont jusqu'à présent nourri le développement de l'extrême droite, vont se maintenir voire se renforcer. Même provisoirement marginalisé, comme c'est toujours le cas lors de grands mouvements sociaux, le FN reste en embuscade. A plus long terme, une " course de fond " oppose d'un côté l'extrême droite, de l'autre l'extrême gauche et un mouvement anticapitaliste diffus qui se développe.

3) Les trois gauches : sociaux-libéraux, anti-libéraux et anticapitalistes

3.1. Les sociaux-libéraux

Comme les autres formations social-démocrates en Europe et dans le monde, le PS a non seulement abandonné toute prétention d'aller au-delà du capitalisme par des réformes, mais il s'est fait le défenseur - et affirme-t-il, le meilleur - de la mise en œuvre des politiques planifiées au niveau de l'Union européenne ainsi que dans des institutions telles que l'OMC, qu'il présente comme des garde-fous face à une mondialisation " sauvage ". Le PS est devenu une option bourgeoise parmi d'autres, un parti bourgeois dont l'essentiel de l'électorat se recrute aujourd'hui dans les couches moyennes salariées. Il se distingue encore des partis réactionnaires, mais il abandonne en partie ses références aux " valeurs de gauche " ; il a déserté le combat laïc et réhabilité la répression policière contre les jeunes. Les travailleurs ont déserté ses rangs, tandis que ses sommets se sont intégrés de plus en plus étroitement aux cercles dirigeants de la bourgeoisie. Cela ne signifie pas qu'il ne serait plus à même de gagner les élections, notamment à la faveur d'un " vote sanction " contre la droite. Mais les voix qu'il continuera à recueillir à un niveau élevé, parce qu'il reste la force majoritaire à gauche et que l'extrême gauche (trop divisée, trop habituée à une audience confidentielle, et encore trop mal connue) n'apparaît pas pour beaucoup comme une alternative crédible, ne signifient définitivement plus une adhésion de masse à un quelconque projet politique.

Orphelin du stalinisme, le PCF s'est retrouvé dépourvu de tout projet propre. Son espace politique est battu en brèche et constamment réduit, d'un côté par le PS et son appendice écolo les Verts (un très

petit appareil qui traverse actuellement une crise très forte), de l'autre par l'extrême gauche. L'autonomisation de la bureaucratie cégétiste et du courant Unité et Action de la FSU lui a fait perdre la courroie de transmission syndicale qui l'aidait à contrôler une partie du mouvement ouvrier. Le maintien de ce qu'il lui reste d'appareil, notamment municipal, dépend fondamentalement de son alliance avec la social-démocratie, indispensable dans un système électoral où prédomine le scrutin majoritaire à deux tours. C'est pourquoi il ne peut même pas prétendre occuper un espace "réformiste radical", qui le contraindrait à s'opposer partiellement au PS. Au sein du gouvernement Jospin, le principal "ministre communiste", en charge des transports, avait appliqué avec zèle un programme clairement néolibéral. Tous les grands courants entre lesquels le PCF se divise évoluent à l'intérieur de cette contradiction. Mais s'il est mort en tant que parti centralisé, il conserve toujours des forces militantes et une "culture communiste" reste présente dans les milieux ouvriers et populaires, dans les syndicats. Beaucoup de ses militants et sympathisants manifestent d'ailleurs des sympathies envers l'extrême gauche. C'est dire à quel point il est important de leur offrir une perspective, avant qu'il ne soit trop tard.

3.2. Les anti-libéraux

Face au vide politique à gauche contrastant avec le caractère profondément politique des mobilisations, il était inévitable que des forces réformistes allument un contre-feu : telle est la signification de "l'appel pour une alternative à gauche" (Ramulaud). Lancé à l'initiative de diverses composantes de l'ex-gauche plurielle (refondateurs du PCF, partie du courant Nouveau Monde du PS derrière l'ancien ministre Mélenchon, membres de l'actuelle direction des Verts), ce texte préconise la formation d'un front antilibéral qui ne serait pas anticapitaliste et qui ne s'opposerait pas frontalement à la politique et aux appareils des partis de l'ex-gauche plurielle. Sa fonction politique, après mai-juin, est de ramener les acteurs du mouvement sur le terrain de la gauche gestionnaire désavouée et rejetée, et de faire ainsi obstacle à l'émergence d'une alternative anticapitaliste.

La mouvance "antilibérale" mais non anticapitaliste est différente du social-libéralisme, auquel elle prétend offrir une alternative. Incarnée notamment par la rédaction du *Monde Diplomatique* et par la direction majoritaire d'Attac, elle se réfère aux politiques keynésiennes de l'après-guerre, prétend revenir à un capitalisme "régulé" et plus "humain", l'Etat arbitrant les conflits entre les classes. Ce qui fait sa force n'est pas la viabilité de son programme. Les expériences gouvernementales de Jospin en France puis de Lula au Brésil ont montré comment les partis et coalitions qui s'affirment antilibéraux lorsqu'ils sont dans l'opposition, finissent par mener une politique néolibérale orthodoxe une fois installés au gouvernement. Aucune politique antilibérale n'est en effet possible sans s'attaquer au capitalisme et à l'impérialisme, donc sans lutter pour construire un pouvoir de classe alternatif. La force du néoréformisme antilibéral est principalement d'ordre idéologique. Il s'appuie sur le fait qu'un large secteur des travailleurs et de la jeunesse, qui rejette la marchandisation du monde et les contre-réformes néolibérales, ne voit pas encore d'alternative au capitalisme. Cet "anti-libéralisme d'en bas" exprime un premier niveau de prise de conscience et de radicalisation. Même ainsi, il est très progressiste et diffère radicalement de "l'anti-libéralisme d'en haut" émanant de dirigeants, courants, fractions des vieux appareils qui une fois de plus, avec un discours et sous des formes renouvelées, visent à dévoyer les mobilisations et à les instrumentaliser à leur profit.

3.3. Les anticapitalistes

La gauche anticapitaliste est composée de celles et ceux qui considèrent qu'il n'y a pas d'issue à la crise de la société si l'on n'en finit pas avec le système fondé sur la loi du profit ; que ce dernier doit être remplacé par la propriété collective et la gestion démocratique des moyens de production, de distribution et d'échange ; qu'à la domination des multinationales doit succéder le pouvoir des travailleurs et de la population dans tous les domaines de la vie économique, sociale et politique.

Elle comprend les organisations et courants de la gauche révolutionnaire, essentiellement trotskystes

ou d'origine trotskyste, mais aussi anarchistes ou libertaires ; une série de regroupements militants indépendants constitués à l'échelon local et parfois régional ; de petits courants d'opposition et, en plus grand nombre, des militants qui par défaut d'alternative sont toujours membres des partis de la gauche capitaliste, principalement du PCF ; et surtout, de très nombreux militants du " mouvement social ", actifs dans les syndicats, les associations, les interpros, les luttes et mobilisations : les militants de la " grève généralisante " de mai-juin 2003 sont nos partenaires privilégiés pour la construction d'une nouvelle force anticapitaliste.

Les divisions au sein de la gauche anticapitaliste correspondent pour une bonne part à une époque révolue. Non que les débats ayant jalonné l'histoire du mouvement ouvrier et révolutionnaire n'auraient plus aucune actualité Mais ils se posent dans des conditions nouvelles. Aujourd'hui, pratiquement plus personne ne défend l'ex-URSS comme modèle de socialisme. L'opposition entre une tradition léniniste-trotskyste défendant l'organisation centraliste du parti d'avant-garde et une tradition communiste libertaire partisane de l'organisation horizontale a tendu à s'atténuer. Et des problèmes nouveaux sont posés – concernant la recomposition syndicale, le mouvement altermondialiste, anti-guerre, etc. Les débats et oppositions ressurgiront inévitablement à propos de l'attitude envers l'Etat, de la stratégie de transformation sociale. Mais pour l'instant, ils se mènent à l'intérieur et par dessus chaque organisation. La grande question posée actuellement et pour toute l'étape à venir aux acteurs des luttes se situe en effet à un autre un niveau : peut-on renverser le capitalisme et lui substituer une société nouvelle fondée sur l'égalité sociale, ou est-on condamné à aménager ce système en tentant de " l'humaniser " ?

3.4. Unité politique anticapitaliste, unité d'action, fronts uniques

La première tâche des révolutionnaires est donc d'oeuvrer au rassemblement des anticapitalistes dans un même parti ou mouvement politique, pluraliste et démocratique. Tant que cette tâche ne sera pas réalisée, la vision d'une gauche anticapitaliste divisée au nom de batailles anciennes continuera de décourager la plupart des militants de rejoindre l'une ou l'autre organisation. Par ailleurs, seule cette orientation permettra aux révolutionnaires d'influer sur la crise du PCF en offrant une issue positive à des milliers de militants et sympathisants honnêtes et valeureux, et de peser efficacement vis-à-vis de ceux qui sont influencés par la gauche " anti-libérale ". Avec tous ces militants, nous devons débattre sans aucun mépris ni crispation sectaire, mais en défendant clairement nos propres positions, anticapitalistes et révolutionnaires.

L'époque des partis réformistes de masse, dirigés par des appareils conservateurs et en définitive contre-révolutionnaires qui entraînaient et contrôlaient des millions de personnes aspirant au socialisme, est définitivement révolue. Cela implique que l'ancienne tactique de front unique, qui visait à amener ces partis sur le terrain d'une lutte anticapitaliste en aiguisant les contradictions entre leur base et leur direction, est également devenue obsolète. Les révolutionnaires doivent et peuvent désormais s'adresser directement et sans intermédiaire aux travailleurs, à la jeunesse, aux couches opprimées. L'unité d'action avec les courants ou partis de la gauche anti-libérale comme de la gauche social-libérale ne peut se faire qu'à partir des revendications émanant du mouvement lui-même. C'est une leçon sans équivoque de la mobilisation contre la guerre en Irak comme du mouvement de mai-juin 2003.

Des fronts uniques partiels restent cependant d'actualité : contre la guerre, contre la mondialisation capitaliste, pour les droits des femmes, des sans-papiers, en solidarité avec une lutte nationale ou internationale (en particulier la lutte du peuple palestinien), etc. Notre attitude dans ces structures unitaires est fondamentalement la même que celle que nous adoptons à l'intérieur du mouvement syndical : recherche des convergences permettant de mobiliser sur des revendications justes, défense de ces revendications et des formes de lutte susceptibles de les faire aboutir, défense de notre programme anticapitaliste et révolutionnaire sans compromission avec les deux autres gauches, social-libérale comme anti-néolibérale.

4) Avancer vers un nouveau parti anticapitaliste de masse

4.1. Comment se pose la question de la nouvelle force politique

Ayant définitivement cessé de reconnaître le PCF et le PS comme leurs partis, les travailleurs n'ont plus de représentation politique de masse. Ce vide politique a ouvert l'espace pour un nouveau parti des travailleurs. Les luttes et la radicalisation anti-système ascendantes, combinées à l'existence d'une gauche révolutionnaire relativement forte, permettent d'engager concrètement sa construction.

Même si sa percée politique à un niveau de masse est récente, l'extrême gauche trotskiste est elle aussi un courant politique " traditionnel ". La LCR , LO et le PT tirent leurs origines du combat de l'opposition de gauche qui a conduit avant la guerre à la fondation de la Quatrième Internationale, alors qu'il était "minuit dans le siècle", que le fascisme progressait et que le stalinisme avait triomphé en URSS. Autant dire que nous subissons également le poids du passé, celui des conditions dans lesquelles notre organisation et les autres courants révolutionnaires se sont forgés. Ce poids du passé, avec les conservatismes et la force d'inertie qui en résulte, constitue l'une des raisons pour lesquelles la nouvelle force politique de masse ne surgira pas d'une addition ou fusion des organisations d'extrême gauche existantes. Leur tradition représente, sous bénéfice d'inventaire, un acquis précieux. Mais il s'agit maintenant de le réinvestir dans des conditions historiques nouvelles, en fusionnant avec les nouvelles générations militantes qui en sont le produit.

L'autre raison est que l'axe d'une reconstruction politique du mouvement ouvrier n'est pas déterminé aujourd'hui par l'opposition entre un anticapitalisme révolutionnaire et un anticapitalisme réformiste. Les seules organisations anticapitalistes en France sont désormais les organisations révolutionnaires. Sans doute, au fur et à mesure que les travailleurs et les opprimés reprendront les bannières du socialisme, l'opposition réforme ou révolution ressurgira. Mais pour l'instant et pour toute une étape, la ligne de démarcation pour la constitution de la nouvelle force politique sépare ceux qui se donnent pour but de renverser le capitalisme et ceux qui ne veulent au mieux que l'aménager, " l'humaniser " dans un sens " anti-néolibéral ".

Nous, révolutionnaires marxistes, qui sommes dans ce pays les anticapitalistes les mieux organisés et les plus influents, devons nous unir dans un grand parti des exploités et des opprimés avec des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui ne sont pas des révolutionnaires marxistes, mais qui comprennent néanmoins que lutter pour un autre monde implique de lutter contre le capitalisme. Et patiemment, démocratiquement, les convaincre de nos positions. C'est dans le cadre de cette bataille politique que nous luttons aussi pour l'unité des révolutionnaires.

Ce parti anticapitaliste large n'est pas pour nous une fin en soi. Sa formation est une condition pour peser, pour commencer à offrir une alternative à une échelle de masse. C'est en même temps une " médiation " nécessaire vers la force politique de combat qui, à une étape supérieure de la lutte de classes, permettra aux travailleurs de s'emparer et d'assumer le pouvoir. Par bien des aspects, ce nouveau parti sera cependant considéré " révolutionnaire ". Parce que son centre de gravité sera l'intervention dans la lutte de classes, à laquelle l'activité électorale et dans les institutions bourgeoises sera strictement subordonnée ; parce qu'il sera profondément internationaliste ; parce qu'il luttera de façon intransigeante contre toutes les oppressions ; parce qu'il mettra en pratique à son propre niveau les principes démocratiques qu'il défend pour l'ensemble de la société (démocratie la plus totale, contrôle des dirigeants et permanents, limitation dans le temps de leurs mandats) ; parce qu'il s'opposera de façon radicale à l'état des choses existant, avec pour objectif de supprimer l'exploitation capitaliste et d'instaurer une société socialiste autogérée. Toutefois, ce parti ne possèdera pas un programme achevé pour la prise du pouvoir, et il accueillera en son sein de nombreux militants conservant à des degrés divers des illusions réformistes.

4.2. Construire une alliance anticapitaliste

Aucune autre force politique ou syndicale nationale ne défend aujourd'hui un tel projet de construction. La LCR est le seul courant national à porter cette perspective. Il lui revient donc de prendre l'initiative.

Si le débat programmatique est indispensable, la construction de la nouvelle force anticapitaliste ne résultera pas principalement de débats ou forums. Parce que cette force ne pourra exister que comme parti ou mouvement de lutte de classe, sa construction ne peut qu'être étroitement liée aux besoins des luttes. Sa nécessité est indissolublement liée à celle consistant à unir l'ensemble des militants qui agissent dans les luttes afin de les faire triompher, conscients qu'il s'agit d'un combat global contre le système, de l'obstacle que représente les bureaucraties syndicales et de l'impasse des politiques de la gauche ex-plurielle.

La LCR s'adresse à tous les courants politiques, syndicaux et associatifs anticapitalistes, aux militants du mouvement de mai-juin et particulièrement à celles et ceux qui continuent à s'organiser dans les interpros ou d'autres structures issues de la mobilisation, plus largement à tous les travailleurs, pour leur proposer de constituer ensemble une alliance anticapitaliste, émanation de collectifs unitaires anticapitalistes dans les localités, entreprises et lieux d'étude. La formation d'un front pour développer, centraliser et faire gagner les luttes, en construisant une direction alternative aux bureaucrates conservateurs dont le rôle néfaste a été mis en évidence en mai-juin 2003, est un besoin qui coule de source. En même temps, c'est à partir d'une telle construction unitaire, par en bas, que pourront également être dégagés les axes d'un programme de gouvernement alternatif, donc que pourront être posées les bases d'une nouvelle force politique qui en soit le vecteur.

4.3. Elaborer un programme de gouvernement alternatif

Face à la crise et aux attaques patronales, nous soulignons la nécessité de mesures sociales et démocratiques radicales : augmentation des salaires, défense des retraites sur la base des revendications du mouvement de mai-juin, garantie d'un revenu décent pour tous, partage du travail disponible sans flexibilité ni baisse des salaires, interdiction des licenciements, contrôle des travailleurs et de la population sur la marche des entreprises, défense et extension des services publics, plan de travaux publics pour satisfaire les besoins sociaux, imposition du capital afin de financer l'ensemble de ces mesures... Egalité hommes-femmes contre toute discrimination et oppression sexistes, en premier lieu la vieille revendication qui est toujours loin d'être satisfaite, " à travail égal, salaire égal " ; égalité français-immigrés, régularisation des sans-papiers, non à " l'Europe forteresse ", " le capital est sans frontières, pas de frontières pour les travailleurs "... Ces mesures, et d'autres, devant nécessairement être défendues au niveau européen, en opposant à la logique de l'Union européenne la défense d'un cadre de civilisation fondé sur les intérêts du plus grand nombre.

Toutes ces revendications posent la nécessité d'une autre société, fonctionnant avec d'autres finalités. La gauche institutionnelle s'étant totalement et ouvertement ralliée au capitalisme, chacune de ces revendications pose aussi, de façon plus immédiate, le problème du gouvernement qui sera susceptible de la mettre en œuvre. Ce n'est pas un hasard si cette question est venue en débat dans les assemblées de grévistes de mai-juin. Aux gouvernements patronaux de droite comme de gauche, nous opposons la légitimité de ceux d'en bas, celle du " gouvernement de la rue " que Raffarin stigmatisait au mois de mai, un gouvernement des salariés et de la population sans patrons ni défenseurs des intérêts patronaux. La nouvelle force à construire est l'instrument politique nécessaire pour porter jusqu'au gouvernement un tel programme, radicalement alternatif à celui de tous les autres partis. Il s'agira donc d'élaborer, de construire ce programme dans le cours même du processus constituant de la nouvelle force, avec l'ensemble de ses participants.

C'est dans cette perspective, et elle seule, que la LCR aujourd'hui et la nouvelle force anticapitaliste

demain peuvent, pourront être “ candidates au pouvoir ”. Le développement d'organisations syndicales et de regroupements interprofessionnels combatifs et démocratiques, celui de l'auto-organisation (assemblées générales souveraines, comités de grève et de lutte, coordinations de ces structures), sont complémentaires de cette construction politique : ils constituent d'une part des instruments nécessaires pour que les luttes soient victorieuses, d'autre part des cadres d'apprentissage et, demain, de formation d'un pouvoir ouvrier et populaire.

5) Notre programme et notre identité politique : révolution, socialisme, internationalisme

La LCR, tout comme demain sa tendance au sein d'un parti anticapitaliste large, lutte pour la révolution et le socialisme comme seules issues à la barbarie de la mondialisation capitaliste. Toutes nos interventions, dans les combats syndicaux, démocratiques, écologistes, féministes, antiracistes, de solidarité internationale, etc., sont au service de ce but : construire les instruments programmatiques et politiques qui permettront aux salariés exploités et à leurs alliés de prendre le pouvoir.

Nous luttons pour la révolution, parce que les exploités et les opprimés ne pourront s'emparer du pouvoir qu'en détruisant les institutions de l'Etat actuel, notamment ses structures de domination politique et ses instruments de répression (armée, police, justice), qui sont entièrement au service de la bourgeoisie et ne peuvent en aucun cas être réformés pour servir des buts émancipateurs.

Le socialisme n'a rien à voir avec les régimes staliniens qui en usurpaient le nom. Il signifie l'appropriation collective des moyens de production, de distribution et d'échange, et le pouvoir effectif de décision des travailleurs et de la population, exprimé à travers des institutions de démocratie directe et indirecte fondées sur le mandat et le contrôle. Il permettra de construire une société respectueuse de l'environnement et des équilibres écologiques, débarrassée de toute exploitation, de tout privilège lié à des fonctions donc de toute distinction entre dirigeants et dirigés, de toute oppression raciste, sexiste et homophobe.

Notre internationalisme repose sur notre solidarité avec les luttes des exploités et des opprimés partout dans le monde, ainsi que sur notre compréhension que le combat pour le socialisme ne peut triompher qu'à l'échelle mondiale. Le cadre européen est le théâtre le plus immédiat de ce combat. A l'Union européenne et à ses institutions, que les bourgeoisie européennes ont mises en place depuis en haut sans devoir subir la pression des luttes ouvrières et populaires qui s'expriment à l'échelle nationale, nous opposons la nécessité d'une Europe démocratique et sociale : une fédération de républiques socialistes autogérées, construite par les classes exploitées pour servir les intérêts de toute les populations, reconnaissant le droit à l'autodétermination nationale (notamment pour les peuples européens opprimés du Pays Basque, d'Irlande et d'Ecosse), renonçant à toute domination sur les pays du Sud, établissant des rapports égalitaires de collaboration avec les peuples du monde entier, promouvant face à la crise écologique planétaire les instruments d'un développement économique soutenable et durable. Notre implication dans la Quatrième Internationale, nos collaborations avec d'autres formations révolutionnaires et anticapitalistes, notamment à travers les Conférences de la gauche anticapitaliste européenne, s'inscrivent dans ce cadre.

6) Vers une nouvelle centrale syndicale, lutte de classe et démocratique

Les révolutionnaires défendent l'indépendance syndicale. Les militants de la LCR s'interdisent donc tout comportement fractionnel, toute tentative d'instrumentaliser les syndicats au service de projets extérieurs à la volonté des syndiqués. Cela ne signifie cependant pas qu'il y aurait pour nous une muraille de Chine entre les activités politiques et syndicales. Tout au contraire, il n'y a pas de perspective révolutionnaire possible si les organisations de classe politiques et syndicales n'articulent pas leur action. Il s'agit donc de renverser le problème de l'indépendance des syndicats envers les

partis, et de poser la question de la nécessaire influence des organisations syndicales ou para-syndicales (par exemple, interpros) dans l'organisation politique, y compris de leur représentation en son sein.

Mais la principale menace contre l'indépendance des syndicats réside aujourd'hui dans la tentative de l'Etat et du patronat de les intégrer dans le prétendu " dialogue social ". Les directions syndicales seraient ainsi de plus en plus " indépendantes " des intérêts des travailleurs et du contrôle des syndiqués, de plus en plus dépendantes des institutions. Ces tendances sont confortées par la Confédération européenne des syndicats à laquelle adhèrent les principales confédérations françaises et qui est à la pointe de l'intégration des syndicats dans les institutions de l'Europe libérale.

Si le mouvement social du printemps 2003 a montré une fois de plus le rôle de la direction CFDT, point d'appui du patronat et du gouvernement dans leur entreprise de démolition sociale, toutes les confédérations, ainsi que l'UNSA et la FSU, avaient accepté dès le départ de s'inscrire dans la pseudo négociation, avalisant la supercherie d'une réforme rendue inéluctable par l'évolution démographique. En abandonnant, au prétexte de revendications soi-disant plus ambitieuses, l'exigence des 37,5 annuités maximum de cotisations pour le privé et le public, la direction CGT avait envoyé un " signal fort "... à Raffarin. Cette évolution vers un syndicalisme dit de proposition s'inscrivant dans le cadre du système se heurte à de fortes oppositions, non seulement de syndiqués de base mais aussi de responsables à tous les niveaux de la CGT, comme l'ont montré le referendum à EDF ainsi que la reprise des 37,5 annuités pour tous par un grand nombre de structures syndicales.

Le syndicalisme est aujourd'hui à la croisée des chemins. Adaptation, en échange de quelques prébendes, aux exigences du MEDEF, où résistance à l'offensive libérale : ces deux orientations sont inconciliables et il n'y a pas de troisième voie. La question est posée dans tous les syndicats, y compris la CFDT qui connaît de nouvelles ruptures. Cela ne se traduira pas automatiquement par des regroupements car chaque direction défend son pré carré et cherche à étendre son champ de syndicalisation au détriment des autres. L'émergence d'une nouvelle génération militante, notamment parmi les enseignants, peut cependant ouvrir une autre perspective que celle de l'émiettement.

Si elle respecte les choix de ses militants tout comme l'indépendance syndicale, la LCR n'est pas neutre dans ces débats. Elle a la responsabilité de défendre, contre les corporatismes et des intérêts de boutique, la perspective d'une reconstruction syndicale sur la base de la défense des intérêts du monde du travail, c'est-à-dire la perspective d'une nouvelle confédération combative, solidaire, unitaire, démocratique, pluraliste et internationaliste.

7) Donner aux mouvements altermondialiste et anti-guerre une dimension anti-impérialiste et anticapitaliste

La contre-réforme néolibérale et la politique de guerre sont les deux faces d'une même politique impérialiste. Depuis les mobilisations de Seattle et le mouvement mondial contre la guerre en Irak, elles sont cependant confrontées à une riposte de masse croissante. Les actions et débats du mouvement altermondialiste en France, notamment autour d'Attac, ont contribué à la politisation ou re-politisation d'une importante couche de salariés, en particulier parmi les enseignants, dont le mouvement de mai-juin 2003 s'est largement nourri.

Les organisations du mouvement de masse altermondialiste constituent des cadres de front unique, sur des revendications telles que la taxation des profits financiers, l'annulation de la dette des pays dépendants, le refus des OGM, de la brevetabilité du vivant ou du démantèlement des services publics. Les différentes tendances partie prenante de ce mouvement diffèrent toutefois quant aux solutions de fond, aux moyens et aux méthodes de lutte à mettre en œuvre pour imposer ces revendications. Face aux courants anti-libéraux néoréformistes qui préconisent une régulation du capitalisme à travers une réforme de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale, nous défendons la

nécessité d'une mobilisation tournée contre le système et l'exigence de la dissolution de ses organismes internationaux. Nous opposons le développement des mobilisations internationales et la nécessité d'un programme international aux courants défendant des solutions de repli national. Face aux ONG et courants citoyens interclassistes, nous luttons pour un renforcement de l'intervention des organisations syndicales et plus généralement du mouvement ouvrier, qui doit prendre la tête du combat altermondialiste. Face aux différentes variantes autonomistes qui pensent pouvoir changer le monde grâce à la valeur d'exemple d'expériences autogestionnaires décentralisées, nous défendons la nécessité d'un combat unifié contre les centres du pouvoir capitaliste et impérialiste.

Des problèmes d'orientation pour partie semblables se posent dans les mobilisations et organisations anti-guerre. Lors du mouvement contre la guerre en Irak, nous avons ainsi été confrontés aux illusions envers l'ONU et Chirac, encouragées et développées par tous les courants réformistes. L'exigence du " veto de Chirac ", en particulier, renforçait la croyance erronée que l'ONU pouvait servir à empêcher la guerre, tout en dédouanant le gouvernement français alors qu'il ne faisait que défendre les intérêts particuliers de son propre impérialisme, et qu'il ne s'opposait à Bush que sur la forme de l'intervention impérialiste en Irak. L'intervention militaire française menée à la même époque en Côte d'Ivoire, ainsi que le soutien de Chirac-Raffarin à l'invasion anglo-américaine une fois celle-ci déclenchée, ont montré que la posture du gouvernement français était dépourvue de tout progressisme.

Le succès et la dynamique anti-impérialiste du Forum social européen (FSE) de Florence ont conduit une série de courants réformistes, en particulier la direction majoritaire d'Attac, à vouloir dissocier la mobilisation anti-guerre du mouvement altermondialiste, afin de donner à ce dernier un caractère plus policé, moins ouvertement hostile aux grandes puissances. Contre cette orientation, nous œuvrons - notamment dans la préparation du FSE de Saint-Denis - à ce que le mouvement altermondialiste prenne pleinement en charge la lutte contre la politique de guerre impérialiste.

Nous défendons l'unité et le pluralisme des mouvements altermondialiste et anti-guerre, tout en travaillant à y construire un pôle de classe, à y développer et faire apparaître un " red block " sur une orientation anticapitaliste et anti-impérialiste. Pour en finir avec la guerre et la mondialisation néolibérale, il faut en finir avec le système qui assure la domination des multinationales ; un autre monde est possible... avec une organisation socialiste de la société : nous luttons démocratiquement afin de faire prévaloir dans le mouvement les orientations qui résultent de ces lignes directrices.

La lutte contre la guerre et la mondialisation néolibérale occupe une place tout à fait centrale dans la radicalisation de la jeunesse, qui se révolte naturellement contre les injustices les plus criantes dans le monde, en solidarité avec les luttes des plus opprimés. En France, les jeunes se sont jusqu'à présent moins mobilisés que dans d'autres pays, mais leur participation significative aux initiatives organisées à l'occasion du G8 d'Evian indique certainement que leur engagement va tendre à rejoindre les niveaux constatés ailleurs. La LCR doit donc consacrer une attention toute particulière aux développements de ces questions dans la jeunesse et, pour cela, renforcer sa collaboration avec son organisation de jeunesse, les JCR.

8. Développer notre intervention électorale au service de notre projet politique

La politique électorale de la LCR, pour les européennes et les régionales de 2004 comme en d'autres occasions, ne peut être que le prolongement de son orientation politique de tous les jours. C'est pourquoi il est indispensable que la rupture avec la gauche capitaliste soit nette et sans bavure, avec notamment aucune consigne de vote pour " battre la droite " ni de fusion prétendument " technique " entre les deux tours. C'est seulement dans le cas où l'extrême droite serait en mesure de remporter un exécutif régional que nous appellerions à voter au deuxième tour de ce scrutin pour la gauche ex-plurielle (mais en aucun cas pour l'UMP), sans condition ni aucun autre engagement. Aucune alliance n'est non plus possible avec la variante antilibérale de la gauche capitaliste, représentée par les composantes de l'appel Ramulaud.

L'espace politique du soutien aux luttes, de l'opposition de classe au Medef et à la droite comme à la gauche capitaliste, est fondamentalement occupé par deux organisations, Lutte Ouvrière et la LCR. La présentation de listes unitaires, qui semblerait cette fois-ci possible (LO y étant a priori favorable afin de pouvoir obtenir des élus), pourrait permettre de renforcer l'affirmation d'une perspective de classe et la confiance des travailleurs et des opprimés en leurs propres forces.

Il reste que, LO ayant renié et abandonné l'appel à un nouveau parti lancé par Arlette Laguiller en 1995, nos projets politiques diffèrent radicalement. Nous voulons construire une nouvelle force politique anticapitaliste et démocratique, avec les acteurs des luttes et les regroupements qu'ils se donnent, tandis que LO maintient le projet élitiste d'un appareil révolutionnaire censé apporter la vérité révélée. Sa politique dans le mouvement de mai-juin 2003, avec son opposition à la bataille pour la grève générale contre la politique des bureaucraties syndicales, et dans l'éducation nationale son refus d'un fonctionnement démocratique basé sur le mandat, a même amplifié les désaccords.

La LCR se prononce donc en faveur d'un accord électoral avec LO, à condition que cet accord n'entre pas en contradiction avec notre bataille pour la nouvelle force politique. Cela implique notamment que les groupes, courants, militants avec lesquels nous travaillons puissent être associés, s'ils le souhaitent, à cette campagne électorale (présence sur les listes, interventions dans les meetings). Cela signifie aussi que nous devons dans tous les cas combiner l'activité électorale proprement dite avec des initiatives politiques unitaires larges, non contradictoires avec la campagne mais se situant à un autre niveau, plus ambitieux : celui de la construction d'un nouveau parti anticapitaliste de masse.